



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

VEZIN LE COQUET STATION D'ÉPURATION
Raccordement STEU Beaurade / Suppression lagune /
Restauration cours d'eau

Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 16 juin 2025 à 16:45

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variante.....	4
2.4 - Développement durable	4
3 - Les intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération.....	4
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire.....	6
6.2 - Présentation de la variante	9
6.3 - Visites sur site	9
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau.....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	11
8 - Examen des candidatures et des offres	11
8.1 - Sélection des candidatures.....	11
8.2 - Attribution des marchés.....	11
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
9 - Renseignements complémentaires.....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

VEZIN LE COQUET STATION D'ÉPURATION Raccordement STEU Beaurade / Suppression lagune / Restauration cours d'eau

Lieu(x) d'exécution :

VEZIN LE COQUET

35132 Vezin-le-coquet

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Réseau d'assainissement et bassin tampon
02	Équipements de poste de refoulement
03	Déconstruction d'ouvrages et d'un bâtiment
04	Renaturation, reméandrage et terrassements

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45112100-6	Travaux de creusement de tranchées
01	39350000-0	Équipement de réseau d'assainissement
01	45232440-8	Travaux de construction de conduites d'eaux d'égouts
01	45232411-6	Travaux de construction de canalisations d'eaux usées
01	45232410-9	Travaux d'assainissement
02	45232423-3	Travaux de construction de stations de pompage des eaux usées
03	45110000-1	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
04	45112500-0	Travaux de terrassement
04	45246000-3	Ouvrages de régularisation des cours d'eau et de maîtrise des crues
04	90722000-4	Réhabilitation environnementale
04	45262640-9	Travaux d'amélioration de l'environnement
04	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
04	77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante pour le lot suivant :

Lot(s)	Exigences minimales détaillées
01	Sur le matériau des collecteurs d'assainissement Ø600 mm et Ø250 mm

Une variante correspondant à la mise en œuvre d'une solution technique différente de la solution de base pour ce qui concerne UNIQUEMENT le matériau autorisé sur les collecteurs d'eaux usées, solution de base en grès, solution variante PRV dont les exigences minimales à respecter sont indiquées à l'article 1.4 du CCTP du lot n°1 : réseau d'assainissement et bassin tampon.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

Limitation du nombre de variantes :

Le nombre maximal de variante autorisée est limité à **UN**.

Le dépôt d'un nombre de variante supérieur à celui autorisé rend l'ensemble des variantes irrégulières et entraînera leur rejet global sans qu'il soit procédé à leur examen.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La Direction d'Opération est assurée par la Direction de l'Espace public et des Infrastructures de Rennes Métropole, représentée par Monsieur Gildas PIQUET.

La Conduite d'Opération est assurée par le :

Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) - Direction de l'Espace public et des Infrastructures
Service de la Conduite d'Opération

Représentée par :

Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) -
Direction de l'Espace public et des Infrastructures
Service de la Conduite d'Opération

Représentée par : Olivier GLORENNEC
E-mail : o.glorennec@rennesmetropole.fr

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) - Direction de l'Espace public et des Infrastructures - Service de la Maîtrise d'œuvre
Représentée par :

▫ Julie LECHAUX, en qualité de cheffe de projet et en charge des lots n° 1, 2 et 3
Courriel : j.lechaux@rennesmetropole.fr

▫ Laurent SAFFRAY en charge du lot n° 4
Courriel : l.saffray@rennesmetropole.fr

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :
Service Gestion des Risques Urbains - Cellule CSPS
6 rue Louis Postel
CS 63126
35031 RENNES CEDEX
Le coordonnateur est représenté par : Antoine LEON
Courriel : a.leon@rennesmetropole.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot et ses annexes
- Les plans communs à l'ensemble des lots
- Les plans spécifiques à chacun des lots
- Notice explicative
- Pièces annexes communes au CCTP des 4 lots :

- Dossiers réglementaires relatifs au projet (loi sur l'eau, biodiversité)
- Investigations et analyses de sols au préalable aux travaux
- Charte de gestion des déplacements pendant les travaux de voirie et réseaux (annexe aux CCTP)
- Mesures en cas d'intervention à proximité des arbres (ou arbre en milieu contraint) (annexe au CCTP)
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) propres aux lots 1 et 4
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à la variante du lot 1
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour les lots 1 et 4
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à la variante du lot 1
- Les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF) propres aux lots 2 et 3
- L'attestation de visite du site (à faire signer par un représentant de la Maîtrise d'œuvre ou de la conduite d'Opération)
- Les cadres de réponse propres à chaque lot
- Le cadre de réponse de la variante du lot 1
- Le DUME
- Les formulaires de candidature (DC1 et DC2)
- Le questionnaire Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé	Non
--	-----

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<p>LOT 1</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2321 Travaux de terrassement courants y compris les travaux de tranchées pour pose de canalisations, les plate, formes de faible dimension, bassins d'orage courants et travaux de VRD en milieu urbain - 364 Réfections et remblais de tranchées 3641 Traitement et réutilisation de matériaux de tranchée. Traitement de matériaux du site (concassage, criblage, ajout de liant ou traitement par évaporation) avec réutilisation en remblai de tranchée. 3642 Réfections sur tranchées de couches d'assise ou de surface - 5142 Contrainte urbaine présence de nappe prof<3,5m Présence de nappe sur 200 m ou plus - 5161 Pose de canalisations à écoulement à surface libre de section DN> 600 mm - 764 Détection et Géoréférencement d'ouvrages : - 7641 Localisation d'ouvrages par détection avec fouilles - 7642 Localisation d'ouvrages par détection sans fouille - 7643 Géoréférencement d'ouvrages <p>Retrait de l'amiante QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante », ou certification AFNOR / GLOBAL Équivalente relative au retrait de produits amiantés, comportant à minima le(s) secteur(s) d'activités(s) suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrages extérieurs de bâtiment - Ouvrages intérieurs de bâtiment <p>Qualification retrait d'amiante en sous-section 3 : Pour les travaux de retrait de matériaux amiantés, l'entreprise devra disposer d'une certification conformément aux arrêtés du 22 février 2007 et du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (certification à remettre à la candidature).</p>	Non

<u>LOT 2</u> - 5422 Équipement des stations de pompage, refoulement, relèvement Stations d'un débit < 250m ³ /h - 633 Postes et installations électriques Alimentation BT et automatismes - 6342 Télégestion de stations de pompage ou de traitement	Non
<u>LOT 3</u> 232 : Travaux de terrassement courants, libération des sols, déconstruction 211 Démolition par engin mécanique 212 Déconstruction sélective par grignoteuse, croqueuse de béton ou engin à mâchoire hydraulique. 216 Dépollution avec ou sans évacuation	Non
<u>LOT 4</u> • Qualipaysage - Aménagements paysagers (Confirmé) • Qualipaysage - Entretien d'aménagements paysagers (Confirmé) • Qualipaysage - Génie Écologique : Interventions en milieux aquatiques et en milieux terrestres ouverts ou fermés (Confirmé) OU FNTP 2723 Restauration hydromorphologique OU justifier d'au moins 5 références de chantier datant de moins de 3 ans présentant des travaux de reméandrage de ruisseau.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement propre à chaque lot (AE) et ses annexes	Non
Le cadre de réponse propre à chaque lot complété par le candidat. Le candidat est en effet invité à privilégier l'utilisation de ce document qui, d'une part permet lui permet de simplifier sa réponse au regard notamment des résultats attendus pour chaque critères et sous-critères, et d'autre part à faciliter l'analyse par le pouvoir adjudicateur.	Non
Le cas échéant, le cadre de réponse explicitant l'avantage qu'apporte la variante autorisée par rapport à la solution de base pour le lot n°1 : réseau d'assainissement et bassin tampon.	Non
Les déclarations de sous-traitance nécessaires le cas échéant (formulaire dc4).	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) des lot 1 ou 4 -au format .pdf et -au format .xls (soit 2 Fichiers)	Non

Le cas échéant, le bordereau des prix unitaires (BPU) de la variante du lot 1 -au format .pdf et -au format .xls (soit 2 Fichiers)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) du lot 1 ou 4 -au format .pdf et -au format .xls (soit 2 Fichiers)	Non
Le cas échéant, le détail quantitatif estimatif (DQE) de la variante du lot 1 -au format .pdf et -au format .xls (soit 2 Fichiers)	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) du lot 2 ou 3 -au format .pdf et -au format .xls (soit 2 Fichiers)	Non
L'attestation de visite	Non
Le RIB du candidat ou du groupement	Non
Le questionnaire Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations, à annexer au mémoire technique.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation de la variante

Les candidats présenteront le cas échéant un dossier général "variante".

Outre les répercussions de la variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Lot 1 : visite facultative

Lot 2 : visite obligatoire

Lot 3 : visite obligatoire

Lot 4 : visite facultative

Les visites sont prévues aux dates suivantes :

- Mardi 20 mai à 9h30
- Vendredi 23 mai à 9h30

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

..... pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :"

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES est disponible via ce lien (page 1 à 39) :

https://www.megalisbretagne.org/upload/docs/application/pdf/2017-07/e5_signer_electroniquement_avant_depot_offre.pdf

Le candidat à qui le donneur d'ordre entend attribuer un marché public devra signer électroniquement son acte d'engagement en format PADES si celui-ci a recouru à un autre format.

Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES à posteriori est disponible via ce lien :

https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_19032/e6-attributaire-signature-marche-pades

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES est disponible via ce lien (page 1 à 39) :

https://www.megalisbretagne.org/upload/docs/application/pdf/2017-07/e5_signer_electroniquement_avant_depot_offre.pdf

Le candidat à qui le donneur d'ordre entend attribuer un marché public devra signer électroniquement son acte d'engagement en format PADES si celui-ci a recouru à un autre format.

Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES à posteriori est disponible via ce lien :

https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_19032/e6-attributaire-signature-marche-pades

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Pertinence des moyens humains et matériels alloués à l'opération	10.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	10.0
2.3-Procédures d'auto-contrôle	2.5
2.4-Qualité des fournitures et matériaux	7.5
3-organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	7.5
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	5.0
3.3-Santé et information du personnel	2.5
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	2.5
4.2-Pollution du milieu environnant	7.5
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Pour le lot n°02 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Pertinence des moyens humains et matériels alloués à l'opération	10.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	10.0
2.3-Procédures d'auto-contrôle	2.5
2.4-Qualité des fournitures et matériaux	7.5
3-organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	7.5
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	5.0
3.3-Santé et information du personnel	2.5
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	2.5
4.2-Pollution du milieu environnant	10.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	2.5

Pour le lot n°03 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	20.0
2.1-Pertinence des moyens humains et matériels alloués à l'opération	5.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	10.0
2.3-Procédures d'auto-contrôle	5.0
3-organisation du chantier en lien avec son environnement	20.0

3.1-Gestion du chantier et de ses abords	10.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	5.0
3.3-Santé et information du personnel	5.0
4-Performance environnementale	20.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	7.5
4.3-Gestion et valorisation des déchets	7.5

Pour le lot n°04 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens mis en œuvre permettant de vérifier la qualité d'exécution des travaux	15.0
2.2-Références caractéristiques et qualité des plantations, fournitures, équipement et jeux le cas échéant	10.0
2.3-Entretien	5.0
3-organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	5.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	5.0
3.3-Santé et information du personnel	5.0
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il sera néanmoins possible d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails confirmés par courriers ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale, devra alors être signé.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.



La notification du lot n°4 interviendra de façon différée, dans un délai inférieur à 12 mois, entendu que l'attribution et la désignation du titulaire interviendra dès la conclusion de l'analyse des offres et du choix de ce dernier. Sauf, manquement du candidat retenu, sa désignation ne saurait être remise en question.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.

22 Mail Pablo Picasso

44042 NANTES

Tél : 0253467983

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr